

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/003389]

28 MARS 2024. — Arrêté 2023/2138 du Collège de la Commission communautaire française fixant les missions et les conditions d'exercice des missions du référent de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 127 de la Constitution ;

Vu l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995 entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, , approuvé par le décret du 17 juillet 2003 ;

Vu l'accord de coopération-cadre, conclu le 24 octobre 2008 entre la Commission communautaire française, la Communauté française, et la Région wallonne, relatif à la formation en alternance, approuvé par le décret du 5 mars 2009, modifié par l'accord de coopération du 27 mars 2014, approuvé par le décret du 28 avril 2014 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 mars 2024 relatif à l'agrément des entreprises, à la convention de stage, au plan de formation, à la convention de stage de pratique professionnelle, au stage découverte métiers et au stage d'observation obligatoire dans la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 19 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre de la fonction publique, donné le 19 novembre 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes ;

Vu l'avis du SFPME, donné le 28 novembre 2023, en application de l'article 8, § 2, de l'accord de coopération du 20 février 1995 ;

Vu le protocole syndical 2013/16 conclu le 10 janvier 2024 en comité de secteur XV ;

Vu l'avis de Brupartners, donné le 18 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat introduite le 15 mars 2024 sous le numéro 75.914/2 et rayée du rôle de la section de législation le même jour en application de l'article 84, § 5, des lois coordonnées « sur le Conseil d'Etat » du 12 janvier 1973 ;

Considérant le chantier 2.3.3 "favoriser la formation en alternance et la formation professionnelle en entreprise" de la Stratégie Go4Brussels 2030 adoptée par le Gouvernement bruxellois le 9 janvier 2020, et signée avec les interlocuteurs sociaux lors du Sommet social du 16 janvier 2020 ;

Considérant la note d'orientation adoptée par le Collège de la Commission communautaire française réuni le 1^{er} juin 2023 relatif à la réforme du dispositif francophone de l'alternance en Région bruxelloise ;

Considérant que le référent est la personne de référence quant à la mise en œuvre du dispositif alternance, tant au niveau du contrat d'alternance que de la convention de stage ;

Considérant que le référent remplit une mission de soutien à l'apprenant qui est essentielle dans les divers aspects de la formation et qui permet de faciliter la réussite de la formation ainsi que l'intégration du jeune au sein de l'entreprise ;

Considérant que l'évolution des législations relatives à la formation en alternance nécessite une harmonisation et une actualisation des missions imparties au référent.

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle,

Après délibération:

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Sfpme » : Service Formation P.M.E. relevant du service de la formation professionnelle de la Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle de la Commission communautaire française, créé conformément à l'accord de coopération conclu le 20 février 1995, article 15^{bis}, tel que modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003 ;
- 2° « Centre de formation » : l'association visée à l'article 16 de l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.
- 3° « Apprenant » : toute personne liée par contrat ou convention tel que défini aux 4^o et 5^o ;
- 4° « Contrat d'alternance » : contrat par lequel l'entreprise s'engage à donner à l'apprenant en alternance une formation pratique en entreprise et par lequel l'apprenant s'oblige à apprendre sous autorité et avec une rétribution des compétences pratiques en entreprise et suivre la formation nécessaire auprès d'un opérateur de formation,
- 5° « Convention de stage » : convention de stage au sens de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément des entreprises, à la convention de stage et au plan de formation, à la convention de stage de pratique professionnelle, au stage découverte métiers et au stage d'observation obligatoire dans la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, articles 13 et 14 ;

- 6° « Entreprise » : toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public qui accueille un apprenant en alternance dans les liens d'un contrat d'alternance ou d'une convention de stage tels que définis aux 4° et 5°.
- 7° « Plan de formation » : document reprenant le parcours de formation de l'apprenant en alternance et les compétences à acquérir.
- 8° « Tuteur » : la personne responsable au sein de l'entreprise, de la formation et de l'accompagnement d'un apprenant en alternance.
- 9° « Filière de formation chef d'entreprise » : la filière de formation comprenant notamment la formation de chef d'entreprise, la formation de coordination et d'encadrement et la formation de professionnels qualifiés

Art. 2. Le référent est un agent du service sfpm, engagé conformément aux règles de recrutement de l'Administration de la Commission communautaire française, chargé d'assister et d'accompagner les apprenants sous contrat d'alternance ou convention de stage dans leur parcours formatif conformément aux missions reprises à l'article 3.

Art. 3. Le référent a pour missions :

- 1° d'être l'intermédiaire à la conclusion du contrat d'alternance ou de la convention de stage, de veiller à ce qu'il soit conduit à bonne fin et d'être notamment chargé des aspects administratifs dans le cadre du suivi de l'apprenant en alternance durant sa formation en entreprise ;
- 2° d'établir le plan global de formation, en bonne communication avec le centre de formation;
- 3° de veiller au respect du contrat d'alternance ou de la convention de stage, du plan de formation et au bon déroulement de la formation :
 - a) en rencontrant les apprenants plusieurs fois par an au centre de formation, notamment lors de l'évaluation de la formation pratique, et dans l'entreprise lors de l'exécution du contrat d'alternance ou la convention de stage conformément au tableau des priorités fixées par le sfpm annuellement ;
 - b) en rédigeant un rapport de suivi sur le déroulement de la formation lors de chaque visite de suivi en entreprise ;
 - c) en participant aux séances d'évaluation ;
 - d) en s'assurant de la bonne utilisation des supports pédagogiques ;
 - e) en conseillant le tuteur lorsque celui-ci rencontre des difficultés dans son action de formation ;
- 4° de garantir que l'apprenant en alternance et l'entreprise répondent aux obligations visées dans l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, article 2 § 2 à 3bis § 4 et l'arrêté relatif à l'agrément des entreprises, à la convention de stage et au plan de formation, à la convention de stage de pratique professionnelle, au stage découverte métiers et au stage d'observation obligatoire dans la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.
- 5° de veiller à assurer une collaboration efficace entre l'apprenant en alternance, l'entreprise, le tuteur, l'opérateur de formation et le centre de formation en alternance et être, au besoin, le conciliateur en cas de difficultés rencontrées dans le cadre de la formation en alternance, par l'entreprise ou par l'apprenant, accompagné au besoin de son représentant légal ;
- 6° de communiquer à l'apprenant en alternance, à ses parents ou son ou ses tuteurs, les informations utiles concernant les droits sociaux et accompagner l'apprenant au besoin, dans les démarches à accomplir ;
- 7° d'informer l'apprenant sur les conditions de certification, de leurs effets de droit et d'informer sur les possibilités de formations complémentaires, de poursuite de la formation ou d'insertion professionnelle sur le marché de l'emploi en collaboration avec le service public de l'emploi compétent ;
- 8° d'aider toute personne qui souhaite suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à s'orienter dans son choix professionnel ainsi que dans celui de l'organisme de formation ;
- 9° de communiquer et d'informer toute entreprise qui souhaite engager un apprenant sous contrat d'alternance ou sous convention de stage sur les modalités d'agrément, sur les droits et les obligations de chaque partie, sur les possibilités de perfectionnement pédagogique et sur les aides à l'emploi en collaboration avec le service public de l'emploi compétent ;
- 10° d'assurer la guidance, l'accompagnement et l'encadrement des apprenants ;
- 11° de collaborer avec le personnel du centre de formation notamment :
 - a) En participant aux conseils des formateurs et aux travaux des organes constitués en vue d'évaluer les problèmes de guidance et d'accompagnement prévus au point 5°;
 - b) En rencontrant et en échangeant avec les formateurs ;
 - c) Sans préjudice du 3°, en participant à des actions conjointes de recherche, d'accompagnement et de suivi de stage, d'information et d'orientation ;

- 12° de proposer l'agrément des entreprises conformément à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, article 2 § 2 à 3bis § 4 et à l'arrêté du 28 mars 2024 relatif à l'agrément des entreprises, à la convention de stage et au plan de formation, à la convention de stage de pratique professionnelle, au stage découverte métiers et au stage d'observation obligatoire dans la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, titre 2 ;
- 13° de vérifier les activités réelles de l'entreprise et de faire remonter aux services compétents les suspicions éventuelles et les constat relatifs au non-respect des règles de sécurité et d'hygiène ;
- 14° d'assurer le suivi et la gestion des évaluations d'acquis d'apprentissage organisées en entreprise ;
- 15° de rédiger des rapports circonstanciés, dans les cas suivants :
 - a) de manquements du chef d'entreprise, du tuteur ou de l'apprenant constatés lors d'une visite en entreprise ou suite à une plainte d'une des parties ;
 - b) de difficultés notamment pédagogiques rencontrées dans le cadre de la formation en alternance par le tuteur ;
 - c) de désaccord entre le chef d'entreprise ou le tuteur et l'apprenant ;
 - d) de rupture de contrat ;
 - e) de procédure de suspension ou de rupture d'agrément ;
 - f) à la demande de la direction sur des cas individuels ou spécifiques ;
- 16° de prendre les mesures nécessaires si les manquements, difficultés ou désaccords persistent ou s'il existe des doutes sérieux quant à la sécurité de l'apprenant, après avis de la direction du sfpme ;
- 17° d'une manière générale de représenter et de promouvoir la formation en alternance opérée par le sfpme :
 - a) en assurant des séances d'information sur les modalités de stage en entreprise au sein des entreprises, du centre de formation ou toute autre institution ;
 - b) en contribuant à la création, au développement et à l'entretien du réseau bruxellois d'entreprises disposées à accueillir des apprenants ;
 - c) en participant aux opérations de promotion de la formation en alternance ;
 - d) en participant activement aux réunions et actions organisées dans le cadre des partenariats sectoriels et institutionnels.

Art. 4. § 1^{er}. Le référent exerce les missions visées à l'article 3 selon les modalités déterminées et les objectifs fixés par le sfpme. Il dispose d'un pouvoir d'appréciation dans l'exercice de ses missions, sous réserve du contrôle du sfpme.

§ 2. Le référent en impossibilité d'exercer l'une de ses missions ou d'atteindre les objectifs fixés informe sans délai la direction du sfpme.

§ 3. Le référent transmet un rapport annuel au sfpme sur la situation de la formation en alternance dans son ressort. Une synthèse annuelle des rapports est transmise dans le courant du mois d'octobre au Membre du Collège ayant la Formation professionnelle dans ses attributions.

§ 4. Le référent fait preuve d'objectivité dans l'accomplissement de ses missions et s'abstient de toute activité ou attitude susceptible d'ébranler la confiance de l'apprenant ou de l'entreprise envers le sfpme.

Le référent ne peut solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en-dehors de ses fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Le référent ne se place pas et ne se laisse pas placer dans une situation de conflit d'intérêts, c'est-à-dire une situation dans laquelle il a par lui-même ou par personne interposée un intérêt personnel susceptible d'influer sur l'exercice impartial et objectif de ses fonctions ou à créer la suspicion légitime d'une telle influence.

Art. 5. Le sfpme apporte au référent l'aide administrative nécessaire. Il fixe le lieu d'exécution des missions du référent, le nombre de contrats d'alternance et de conventions de stage qu'il gère.

Art. 6. Les modalités d'application du présent arrêté sont fixées par le sfpme.

Art. 7. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément du référent dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 8. Les missions du référent ne peuvent être déléguées. Cette disposition ne peut entraver la collaboration et les actions conjointes à mener avec le centre de formation.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2024.

Art. 10. Le Membre du Collège compétent pour la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 2024.

Par le Collège :

B. CLERFAYT
Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

B. TRACHTE
Présidente du Collège

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/003389]

28 MAART 2024. — Besluit 2023/2138 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de opdrachten en de voorwaarden tot uitoefening van de opdrachten van de referentiepersoon voor de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 127 van de Grondwet;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst, afgesloten op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, met betrekking tot de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en tot het toezicht op het “Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises”, goedgekeurd bij het decreet van 17 juli 2003;

Gelet op de kaderovereenkomst tot samenwerking, afgesloten op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, met betrekking tot de alternerende opleiding, goedgekeurd bij het decreet van 5 maart 2009, gewijzigd bij de samenwerkingsovereenkomst van 27 maart 2014, goedgekeurd bij het decreet van 28 april 2014;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de erkenningsvoorwaarden van de toezichthoudende afgevaardigde in de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 maart 2024 betreffende de erkenning van ondernemingen, de stageovereenkomst, het opleidingsplan, de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, de stage voor het vertrouwd maken met ambachten en de verplichte observatiestage in de alternerende opleiding en in de opleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 19 november 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Openbaar Ambt, gegeven op 19 november 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen;

Gelet op het advies van de SFPME, gegeven op 28 november 2023, in toepassing van artikel 8, § 2, van de samenwerkingsovereenkomst van 20 februari 1995;

Gelet op het syndicaal protocol 2013/16 afgesloten op 10 januari 2024 in sectorcomité XV;

Gelet op het advies van Brupartners, gegeven op 18 januari 2024;

Gelet op het verzoek om advies aan de Raad van State ingediend op 15 maart 2024 onder het nummer 75.914/2 en geschrapd van de rol van de afdeling wetgeving op dezelfde dag als in toepassing van artikel 84, § 5, van de gecoördineerde wetten “op de Raad van State” van 12 januari 1973;

Overwegende de beleidswerf 2.3.3 “Het alternerend leren en werken en de beroepsopleiding in de onderneming bevorderen” van de Strategie Go4Brussels 2030 goedgekeurd door de Brusselse Regering op 9 januari 2020, en ondertekend met de sociale gesprekspartners tijdens de Sociale Top van 16 januari 2020;

Overwegende de oriëntatienota goedgekeurd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie bijeengekomen op 1 juni 2023 betreffende de hervorming van het Franstalige instrument van het alternerend leren in het Brussels Gewest;

Overwegende dat de referentiepersoon de referentiepersoon is voor de uitvoering van het instrument van het alternerend leren, zowel wat de alternerende overeenkomst als de stageovereenkomst betreft;

Overwegende dat de referentiepersoon een ondersteuningsopdracht vervult voor de leerling die van essentieel belang is bij de verschillende aspecten van de opleiding en die zorgt voor het faciliteren van het slagen voor de opleiding evenals de integratie van de jongere binnen de onderneming;

Overwegende dat de evolutie van de wetgevingen met betrekking tot het alternerend onderwijs een harmonisatie en een actualisering van de aan de referentiepersoon toegekende opdrachten vereist.

Op voordracht van het lid van het College belast met Beroepsopleiding,

Na beraadslaging:

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder:

- 1° “SFPME”: de “Service Formation PME” die afhangt van de dienst voor beroepsopleiding van het directiebestuur van onderwijs en beroepsopleiding van de Franse Gemeenschapscommissie, opgericht overeenkomstig de samenwerkingsovereenkomst afgesloten op 20 februari 1995, artikel 15bis, zoals gewijzigd bij de samenwerkingsovereenkomst van 4 juni 2003;
- 2° “Opleidingscentrum”: de vereniging bedoeld in artikel 16 van de samenwerkingsovereenkomst, afgesloten op 20 februari 1995, betreffende de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het “Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises” door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;
- 3° “Leerling”: iedere persoon gebonden door een contract of overeenkomst zoals bepaald in 4^{en} en 5^e;
- 4° “Alternerende overeenkomst”: overeenkomst waarmee de onderneming zich verbindt tot het verstrekken van een praktische opleiding in de onderneming aan de alternerende leerling, en waardoor de leerling verplicht wordt te leren onder gezag en met een bezoldiging van de praktische vaardigheden in de onderneming en de noodzakelijke opleiding te volgen bij een opleidingsoperator;
- 5° “Stageovereenkomst”: stageovereenkomst in de zin van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van ondernemingen, de stageovereenkomst, het opleidingsplan, de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, de stage voor het vertrouwd maken met ambachten en de verplichte observatiestage in de alternerende opleiding en in de opleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, de artikelen 13 en 14;

- 6° “Onderneming”: elke privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die een alternerende leerling tewerkstelt op grond van een alternerende overeenkomst of een stageovereenkomst zoals bepaald in 4° en 5°;
- 7° “Opleidingsplan”: document met het opleidingstraject van de alternerende leerling en de te verwerven competenties;
- 8° “Mentor”: de persoon die binnen de onderneming verantwoordelijk is voor de opleiding en de begeleiding van een alternerende leerling;
- 9° “Opleidingsfilière bedrijfsleider”: de opleidingsfilière die met name de opleiding tot bedrijfsleider, de opleiding inzake coördinatie en begeleiding, alsook de opleiding tot gekwalificeerde professionals, omvat.

Art. 2. De referentiepersoon is een medewerker van de dienst SFPME, aangeworven overeenkomstig de rekruteringsregels van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met het bijstaan en begeleiden van de leerlingen met een alternerende overeenkomst of een stageovereenkomst in hun vormingstraject overeenkomstig de opdrachten opgenomen in artikel 3.

Art. 3. De referentiepersoon heeft de volgende opdrachten:

- 1° de bemiddelaar zijn bij het afsluiten van de alternerende overeenkomst of de stageovereenkomst, erop toezien dat zij tot een goed einde gebracht wordt en met name instaan voor de administratieve aspecten in het kader van de opvolging van de alternerende leerling tijdens zijn opleiding in de onderneming;
- 2° het globale opleidingsplan opstellen, via open communicatie met het opleidingscentrum;
- 3° toezien op de naleving van de alternerende overeenkomst of de stageovereenkomst, van het opleidingsplan en van het goede verloop van de opleiding:
 - a) door de leerlingen verschillende keren per jaar te ontmoeten in het opleidingscentrum, met name bij de evaluatie van de praktische opleiding, en in de onderneming tijdens de uitvoering van de alternerende overeenkomst of de stageovereenkomst overeenkomstig de prioriteitentabel die de SFPME jaarlijks vaststelt;
 - b) door een opvolgingsverslag op te stellen over het verloop van de opleiding bij elk opvolgingsbezoek in de onderneming;
 - c) door deel te nemen aan de evaluatiesessies;
 - d) door zich te verzekeren van het juiste gebruik van de pedagogische hulpmiddelen;
 - e) door de mentor te adviseren wanneer hij moeilijkheden ondervindt bij de opleidingsactiviteiten;
- 4° waarborgen dat de alternerende leerling en de onderneming aan de verplichtingen voldoen zoals bedoeld in de kaderovereenkomst tot samenwerking met betrekking tot de alternerende opleiding, afgesloten in Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 2, § 2 tot 3bis, § 4 en het besluit betreffende de erkenning van ondernemingen, de stageovereenkomst, het opleidingsplan, de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, de stage voor het vertrouwd maken met ambachten en de verplichte observatiestage in de alternerende opleiding en in de opleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;
- 5° toezien op het verzekeren van een efficiënte samenwerking tussen de alternerende leerling, de onderneming, de mentor, de opleidingsoperator en het opleidingscentrum voor alternerend onderwijs en, indien nodig, de bemiddelaar in geval van moeilijkheden ondervonden in het kader van de alternerende opleiding, door de onderneming of door de leerling, begeleid indien nodig door zijn wettelijke vertegenwoordiger;
- 6° nuttige informatie betreffende de sociale rechten meedelen aan de alternerende leerling, zijn ouders of een van zijn mentoren, en de leerling, indien nodig, begeleiden bij de stappen die moeten worden gezet;
- 7° de leerling informeren over de certificeringsvoorwaarden en hun rechtsgevolgen en hem informeren over de mogelijkheden om aanvullende opleiding te volgen, de opleiding voort te zetten of te kiezen voor beroepsinschakeling op de arbeidsmarkt in samenwerking met de bevoegde overheidsdienst voor tewerkstelling;
- 8° elke persoon bijstaan die een alternerende opleiding wil volgen via permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, in het zich oriënteren in zijn beroepskeuze, alsook in zijn keuze van een opleidingsinstelling;
- 9° communiceren met elke onderneming die een leerling wenst aan te werven met een alternerende overeenkomst of een stageovereenkomst, over de nadere regels van de erkenning, over de rechten en plichten van iedere partij, over de mogelijkheden tot pedagogische volmaking en over de steun bij tewerkstelling, in samenwerking met de bevoegde overheidsdienst voor tewerkstelling, evenals de onderneming inlichten;
- 10° begeleiding, ondersteuning en supervisie van de leerlingen verzekeren;
- 11° samenwerken met de personeelsleden van het opleidingscentrum, in het bijzonder door:
 - a) deel te nemen aan de raden van opleiders en aan de werkzaamheden van de organen die werden samengesteld om de problemen in verband met begeleiding en ondersteuning voorzien in punt 5° te evalueren;
 - b) de opleiders te ontmoeten en met hen van gedachten te wisselen;
 - c) onverminderd 3°, deel te nemen aan de gezamenlijke initiatieven rond onderzoek, begeleiding en opvolging inzake stage, voorlichting en oriëntering;
- 12° de erkenning van de ondernemingen voorstellen overeenkomstig de kaderovereenkomst tot samenwerking met betrekking tot de alternerende opleiding, afgesloten in Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 2, § 2 tot 3bis, § 4 en tot het besluit van 28 maart 2024 betreffende de erkenning van ondernemingen, de stageovereenkomst, het opleidingsplan, de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, de stage voor het vertrouwd maken met ambachten en de verplichte observatiestage in de alternerende opleiding en in de opleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

- 13° de wezenlijke activiteiten van de onderneming controleren en eventuele verdenkingen en vaststellingen in verband met de niet-naleving van de veiligheids- en hygiëneregels aan de bevoegde diensten melden;
- 14° de opvolging en het beheer van de evaluaties van de leerresultaten die georganiseerd worden in de onderneming, waarborgen;
- 15° in de volgende gevallen uitvoerige verslagen opstellen over:
 - a) tekortkomingen van de bedrijfsleider, van de mentor of van de leerling vastgesteld bij een bezoek aan de onderneming of als gevolg van een klacht van een van de partijen;
 - b) moeilijkheden, met name pedagogische, ondervonden door de mentor in het kader van de alternerende opleiding;
 - c) onenigheid tussen de bedrijfsleider of de mentor en de leerling;
 - d) contractbreuk;
 - e) de opschortingsprocedure of de beëindiging van de erkenning;
 - f) over individuele of specifieke gevallen, op vraag van de directie;
- 16° de nodige maatregelen nemen als de tekortkomingen, moeilijkheden of onenigheden blijven duren of wanneer er ernstige twijfels bestaan over de veiligheid van de leerling, na het advies van de directie van de SFPME;
- 17° de alternerende opleiding uitgewerkt door de SFPME globaal vertegenwoordigen en promoten door:
 - a) infosessies over de nadere regels in verband met de stage in de onderneming te verzekeren binnen ondernemingen, het opleidingscentrum of elke andere instelling;
 - b) bij te dragen aan de creatie, de ontwikkeling en het onderhoud van het Brusselse netwerk van ondernemingen die bereid zijn leerlingen te begeleiden;
 - c) deel te nemen aan de initiatieven ter bevordering van de alternerende opleiding;
 - d) actief deel te nemen aan de bijeenkomsten en acties georganiseerd in het kader van sectorale en institutionele partnerschappen.

Art. 4. § 1. De referentiepersoon voert de in artikel 3 bedoelde opdrachten uit volgens de nadere regels die werden vastgesteld alsook de door de SFPME bepaalde doelstellingen. Hij beschikt over een beoordelingsbevoegdheid bij de uitoefening van zijn opdrachten, onder voorbehoud van de controle van de SFPME.

§ 2. De referentiepersoon die een van zijn opdrachten niet kan uitvoeren of de vastgestelde doelstellingen niet kan behalen, brengt de directie van de SFPME daarvan onmiddellijk op de hoogte.

§ 3. De referentiepersoon zendt een jaarverslag door aan de SFPME over de situatie van de alternerende opleiding binnen zijn rechtsgebied. Een jaarlijkse synthese van de verslagen wordt doorgestuurd in de loop van de maand oktober aan het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding.

§ 4. De referentiepersoon geeft blijk van objectiviteit bij het vervullen van zijn opdrachten en onthoudt zich van elke activiteit of houding die het vertrouwen van de leerling of de onderneming tegenover de SFPME zou kunnen ondermijnen.

De referentiepersoon mag, noch rechtstreeks, noch door een tussenpersoon, zelfs buiten zijn ambtsuitoefening, maar op basis ervan, giften, beloningen of enig voordeel vragen, eisen of aannemen.

De referentiepersoon plaatst zich niet en laat zich niet plaatsen in een toestand van belangenconflicten, dat wil zeggen in een toestand waarin hij door zichzelf of door een tussenpersoon een persoonlijk voordeel heeft dat van die aard is om de onpartijdige en objectieve uitoefening van zijn ambt te beïnvloeden of de gewettigde verdenking te doen ontstaan van zulke invloed.

Art. 5. De SFPME geeft de referentiepersoon de nodige administratieve ondersteuning. De dienst legt de plaats vast waar de referentiepersoon zijn opdrachten moet uitvoeren, evenals het aantal alternerende overeenkomsten en stageovereenkomsten die hij beheert.

Art. 6. De nadere regels voor de toepassing van dit besluit worden bepaald door de SFPME.

Art. 7. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor de referentiepersoon voor de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 8. De opdrachten van de referentiepersoon kunnen niet gedelegeerd worden. Deze bepaling mag de samenwerking en de gezamenlijke acties met het opleidingscentrum niet verhinderen.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2024.

Art. 10. Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, 28 maart 2024.

Voor het College :

B. CLERFAYT

Lid van het College belast met Beroepsopleiding

B. TRACHTE

Voorzitter van het College